

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES
ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Commission nationale d'évaluation
de cession d'outillages portuaires

**Avis relatif aux cessions d'outillages portuaires
sur le terminal minéralier (grand port maritime de Marseille)**

NOR : DEVT0924730V

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Vu la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire, et notamment ses articles 8 et 9 ;
Vu le décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008 pris en application de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire et portant diverses dispositions en matière portuaire, et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu le décret n° 2008-1033 du 9 octobre 2008 instituant le grand port maritime de Marseille ;

Vu le décret n° 2008-1240 du 28 novembre 2008 pris en application de l'article 11 de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire ;

Vu le décret du 26 mai 2009 portant nomination du président et des membres de la Commission nationale d'évaluation des cessions d'outillages portuaires ;

Vu le projet stratégique adopté par une délibération du conseil de surveillance du grand port maritime de Marseille en date du 3 avril 2009 ;

Vu la saisine le 30 juin 2009 par laquelle le président du directoire du grand port maritime de Marseille demande un avis sur la cession des outillages dans le cadre de la procédure de gré à gré prévue à l'article 8 du décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008 suscitée ;

Vu les éléments complémentaires transmis au cours de l'instruction,

La Commission nationale d'évaluation des cessions d'outillages portuaires, régulièrement convoquée et constituée, réunie le 27 octobre 2009,

Après en avoir délibéré,

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 9-III de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 la commission « émet un avis public sur l'évaluation des biens et droits réels avant leur cession » dans le cadre de la procédure de gré à gré ; que, par lettre accusant réception du dossier le 30 juin 2009, le président de la Commission nationale d'évaluation a demandé et recueilli, conformément à l'article 7 du décret précité, l'accord du président du directoire du grand port maritime de Marseille pour prolonger dans un premier temps jusqu'au 15 octobre 2009 puis jusqu'au 31 octobre 2009 le délai d'instruction du dossier ;

Considérant que la société Carfos, agissant en tant que manutentionnaire, et sa filiale Stockfos, agissant en tant qu'investisseur, ont, par courrier en date du 3 avril 2009, manifesté leur intérêt d'engager les négociations visant au transfert des activités de manutention sur le terminal minéralier ;

Considérant que les négociations ont porté sur les conditions de la future convention de terminal, notamment les redevances domaniales, le transfert de personnel et la cession des outillages, et que les conditions de maintenance des outillages ont été abordées par ailleurs ; que l'opérateur Stockfos s'engage à acheter au grand port maritime un portique à bennes (P3), un portique de rechargement (C2) et deux tapis de rechargement (Aunet et Nopel) ; que le prix de cession comprend les appareils associés aux outillages ;

Considérant que la commission a eu communication de l'ensemble des points de négociation, notamment les comptes rendus de réunion entre les parties ainsi que le protocole d'accord du 29 juin 2009 ; que ses membres ont entendu les membres du directoire du grand port maritime le 23 septembre 2009 ;

Considérant que, conformément à l'article 9 de la loi du 4 juillet 2008, la commission s'est assurée du « bon déroulement et de la transparence de la procédure de cession » ; que la cession envisagée s'inscrit bien dans le projet stratégique du grand port maritime de Marseille ; que les sociétés Carfos

et Stockfos ont également été identifiées par le projet stratégique comme étant opérateurs relevant de l'article 9-I-1 de la loi du 4 juillet 2008 ; que les opérateurs sont des utilisateurs réguliers de l'outillage considéré et traitent un trafic significatif sur ce terminal ; que le projet d'acte de cession prévoit des dispositions spécifiques portant sur le sort des outillages en cas de résiliation de la convention du fait des opérateurs ;

Considérant que, conformément à l'article 7 du décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008, la commission a été amenée à prendre en compte de manière plus générale « l'équilibre économique du terminal portuaire considéré et les perspectives de développement de l'activité », notamment les perspectives d'investissement envisagées par les opérateurs ; qu'elle a procédé à l'évaluation des termes financiers de l'opération projetée en recourant à une analyse économique intégrant les éléments comptables, une estimation technique des biens considérés, l'équilibre économique du terminal et les perspectives de développement économique de ce dernier ; que pour son analyse elle a disposé de l'expertise technique confiée, en l'espèce, à la société Aquass ; qu'elle a pu prendre en considération l'expertise contradictoire confiée par les opérateurs à la société d'expertise Sea-Tech ; qu'elle a tenu compte également des éléments de comptabilité analytique pour le terminal considéré sur les années passées ainsi que le plan de financement envisagé par les opérateurs ;

Considérant que l'outillage portuaire public sur le terminal minéralier est déficitaire ; que le marché de l'outillage portuaire est particulièrement défavorable compte tenu du contexte économique ; que les coûts de déplacement d'un outillage peuvent grever son prix de cession dans le cas de sa revente sur un autre site ;

Considérant que les conditions de financement sont acceptables au regard des conditions actuelles du marché financier et comprennent une clause de caution solidaire sur les biens considérés ;

Considérant donc que le prix de cession ne peut être évalué sur la seule valeur à neuf des biens considérés et que la commission a jugé nécessaire de prendre en considération l'équilibre économique précité, incluant notamment les modalités de détachement au sens de l'accord-cadre du 30 octobre 2008 des salariés du grand port maritime de Marseille ainsi que les termes de négociation retenus pour le projet de convention de terminal,

Pour tous ces motifs, et au vu de l'ensemble des éléments qui lui ont été transmis, émet un avis favorable au projet d'acte de cession joint au dossier transmis.

Le présent avis sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Pour la commission :
Le président,
J.-F. BERNICOT